

## **RAPPORT N° 387 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 13 MAI 2023**

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 6 au 13 mai 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins deux (2) personnes ont été assassinées au cours cette période dans les provinces de Bururi et Cankuzo.

Le rapport déplore aussi les arrestations arbitraires de six (6) militants du Congrès National pour la Liberté (CNL) perpétrées par le responsable du SNR en province de Bubanza ainsi que par des policiers et responsables administratifs en province de Gitega.

En outre, le rapport dénonce le cas d'un (1) ancien Imbonerakure enlevé dans un hôtel à Gitega par le responsable du SNR dans cette province et celui d'une (1) fillette de 5 ans qui aurait été violée en commune de Rutovu de la province de Bururi.

### **1. Atteintes au droit à la vie**

- Dans la nuit de samedi 6 mai 2023 vers 20 heures, Félix Ndikumana alias Vingt, un enseignant au lycée de Bururi âgé de 55 ans, a été assassiné à coups de machettes portés à la tête par des hommes non identifiés, à quelques mètres de son domicile situé au chef-lieu de la commune et province de Bururi (centre du Burundi).

Selon des sources locales, Félix Ndikumana est tombé dans une embuscade tendue par des individus non identifiés, armés de machettes, qui s'étaient cachés dans un boisement situé près de l'école alors qu'il rentrait à son domicile après avoir raccompagné des invités qui avaient rendu visite à sa famille. Son corps gisant dans une mare de sang a été évacué vers la morgue de l'hôpital de Bururi.

Il s'agit d'une 5<sup>ème</sup> Victime (deuxième enseignant) assassinée dans les mêmes circonstances au chef-lieu de la province de Bururi en moins d'un mois seulement. Les habitants de la ville de Bururi et de ses environs dénoncent l'inertie des autorités administratives et policières face à cette recrudescence de criminalité qui a provoqué une panique générale au sein de la population compte tenu du fait qu'aucun criminel n'a jusqu'ici été identifié et arrêté.

SOS-Torture Burundi déplore un regain de la criminalité au centre urbain de la province de Bururi depuis particulièrement le mois d'avril dernier et demande aux responsables administratifs et policiers de prendre de mesures appropriées pour juguler ce phénomène grandissant de criminalité dans cette localité.

- Dans la nuit de lundi 8 mai 2023 vers 21 h 40 min, le colonel de police Henri-Frère Manisha, âgé de 57 ans, a été assassiné à coups de gourdins lui assénés au niveau de la tête par une personne non identifiée, non loin de son domicile situé au quartier de Kigwati 2 du chef-lieu de la province de Cankuzo (est du Burundi).

Selon des sources locales, Henri-Frère Manisha (de la 2<sup>ème</sup> promotion de l'ENAPO<sup>1</sup> et ancien Officier de police judiciaire à Cankuzo) a été attaqué par un individu non identifié au moment où il rentrait d'un bar situé dans la localité. Son corps baignait dans une mare de sang au moment de la découverte macabre et son fils naturel, Jean-Paul Ntakarutimana, le premier à alerter, a été arrêté et conduit au cachot du commissariat provincial de la police à Cankuzo pour des raisons d'enquête.

Des sources locales ont révélé que le colonel de police à la retraite était en mauvais termes avec sa femme.

SOS-Torture Burundi dénonce la recrudescence de la criminalité liée particulièrement à des assassinats de personnes bien ciblées sur l'ensemble du

---

<sup>1</sup> Ecole Nationale de Police devenue plus tard l'institut Supérieur de Police (ISP).

territoire national et demande aux autorités policières et administratives de prendre de mesures idoines pour juguler ce phénomène criminel alarmant. Elle exige par ailleurs une enquête indépendante et impartiale pour arrêter l'auteur de l'assassinat du colonel de police Henri-Frère Manisha.

### **2. Atteinte au droit à la liberté de mouvement : arrestations et détentions arbitraires**

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi révèle qu'en date du 5 mai 2023, trois militants du Congrès National pour la Liberté (CNL), Claver Ntakarutimana, Adeline Wizeyimana et Radégonde Ndaruzaniye, ont été arbitrairement arrêtés par des policiers et responsables administratifs sur la colline de Rubamvyi de la commune et province de Gitega (centre du Burundi) et ont été conduits *manu militari* au cachot du commissariat provincial de la police.

Selon des témoins, ces trois militants ont été accusés d'avoir chanté une chanson lors d'un meeting du parti tenu le 16 avril dernier auquel participait le président du parti CNL, M. Agathon Rwasa, qui invitait aux réfugiés burundais en Tanzanie, au Rwanda, en RDC et en Ouganda à ne pas rentrer au Burundi à cause de la famine qui y sévit.

Les mêmes sources ont précisé que les trois militants ont passé trois jours au cachot du commissariat provincial de la police à Gitega avant d'être relâchés le lundi 8 mai 2023.

SOS-Torture Burundi dénonce l'intolérance politique qui a toujours caractérisé les militants du parti CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie) du sommet à la base et demande le déverrouillage de l'espace politique et celui de la liberté d'expression ou d'opinion qui sont autant de droits fondamentaux garantis par la Constitution et la loi sur les partis politiques.

- Depuis le 4 mai 2023, trois militants du parti CNL ont été arbitrairement arrêtés par le responsable du Service National de Renseignement (SNR) en province de Bubanza (nord-ouest du Burundi).

Selon des sources locales, le représentant des jeunes du CNL sur la colline de Gicuba en commune de Mpanda, Jean Marie Ndayishimiye, a été arrêté par le colonel de police Germain Tangishaka (OPN 0856 de la matricule), responsable du SNR dans cette province et conduit au cachot du commissariat provincial de la police. Dans la foulée, Samson Ntuyahaga de la colline de Gifurwe en commune de Mpanda et Vianney Hakizimana du village 6 dans la commune de Gihanga ont été respectivement arrêtés les 8 et 9 mai par le même responsable du SNR. Le premier est détenu au cachot du SNR en province de Bubanza tandis que le second a été conduit au cachot du commissariat provincial de la police.

Des sources proches de la police à Bubanza ont révélé que les trois militants du CNL sont détenus dans des conditions particulièrement mauvaises et qu'ils ont été gravement torturés. En effet, ils sont ligotés les jambes et bras ensemble, subissent de séances de torture atroces et n'ont pas droit à la visite par des membres de leurs familles.

D'après les mêmes sources, trois autres militants du CNL, Elias du village 6 en commune de Gihanga, Tiger et Fabrice de la colline de Gicuba en commune de Mpanda, sont toujours recherchés et ne logent plus à leurs domiciles de peur d'être attrapés et incarcérés.

Tous ces militants du CNL sont persécutés à la suite de la visite du Secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, qui aurait donné l'ordre aux militants de ce parti de faire la chasse aux éléments gênants comme il l'avait fait pour l'élimination physique de l'ancien militaire David Ninganza alias Kaburimbo

assassiné le 15 avril 2020, avec ses deux domestiques, à la suite de la mise à prix de sa tête par Révérien Ndikuriyo, alors président du Sénat burundais.

### 3. Cas d'enlèvements ou disparitions forcées

- Dans la matinée du 10 mai 2023 vers 8 heures, Haruna Mustafa, un membre influent de la ligue des jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD tombé en disgrâce en 2022, a été enlevé à l'hôtel Villa Dubaï en province de Gitega (centre du Burundi) par des agents du SNR et a été embarqué *manu militari* à bord d'une camionnette de couleur blanche aux vitres teintées immatriculée EA0507.

Selon des témoins, deux hommes en tenue civile armés de pistolets, accompagnés de deux autres en tenue policière, ont débarqué de la camionnette tandis que trois autres personnes sont restées dans le véhicule. Ils ont alors demandé de leur indiquer la chambre dans laquelle avait logé Haruna Mustafa et l'ont tiré du lit pendant qu'il dormait encore. Ils l'ont ensuite embarqué à bord de cette camionnette et sont repartis assis sur lui.

Plus tard, les membres de sa famille l'ont cherché aux cachots de la police et du SNR à Gitega et à Bujumbura, mais n'ont eu aucune nouvelle de lui. Désormais, ils sont dans une situation d'inquiétude et craignent que Haruna Mustafa puisse être tué ou victime de disparition forcée.

SOS-Torture Burundi dénonce les violations graves des droits humains qui sont commises en toute impunité par des agents du SNR. Elle demande la communication du lieu de détention de Haruna Mustafa et sa remise en liberté.

### 4. Cas de viol

- En date du 10 mai 2023, une fillette âgée de 5 ans aurait été violée par un homme connu sous le nom de Cyriaque Hakizimana, âgé de 46 ans, sur la colline de Gatwaro de la commune de Rutovu, en province de Bururi (sud du Burundi).

Selon des sources locales, les parents de la victime ont alerté les autorités administratives et policières locales qui sont vite intervenues et ont procédé à l'arrestation du présumé auteur. Cyriaque Hakizimana a été immédiatement conduit au cachot du commissariat provincial de la police à Bururi.

SOS-Torture Burundi demande une enquête minutieuse, impartiale et indépendante pour bien déterminer les éléments constitutifs du crime et en punir le responsable conformément à la loi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.